



COMITE DIRECTEUR DU MOUVEMENT D'UNION CALEDONIENNE

LE 20 JANVIER 2018 Salle des fêtes – Commune de Pwëbuu (Pouembout)

REGION PAICI-CEMUHI

DISCOURS D'OUVERTURE DU PRESIDENT

Chères militantes, chers militants,

Aujourd'hui s'ouvre notre premier comité directeur de l'année 2018 et je souhaite présenter avec beaucoup d'humilité mes respects aux autorités coutumières Païci-Cèmuhi, aux clans de ce Pays et aux vieux qui nous guident dans notre chemin vers l'émancipation et la souveraineté de notre Pays.

Je salue l'engagement des militants du comité local de Pwëbuu (Pouembout) qui s'affairent à la logistique pour que notre comité directeur puisse se tenir. Merci aux mamans, merci aux jeunes, merci aux responsables pour cette abnégation et ce valeureux travail.

Je présente à tous nos militants et au peuple calédonien mes meilleurs vœux de santé, de réussite et de bonheur pour cette nouvelle année 2018. Qu'elle soit celle de l'aboutissement de notre lutte commencée il y a très longtemps, par nos vieux et qui s'est concrétisée par un accord politique négocié en 1998 pour 20 années de Paix et de constructions du nouveau Pays ayant pour objectif notre émancipation et la décolonisation du pays.

Pour que cet accord vive, nous avons pleinement joué le jeu et tenu notre rôle, celui du renoncement, celui du temps, celui de l'ouverture vers les autres populations. Nous avons été patients et nous avons tendu la main.

Espérons que ces concessions politiques unilatérales faites dans l'esprit de nos traditions d'accueil, et aussi en conformité avec la résolution 1514 de l'ONU, soient comprises par les populations concernées. Elles seront appelées à se

p.

1



Deux couleurs, un seul peuple

Union Calédonienne • Tél : 27.25.99 • Fax : 27.62.57 • B.P. 3888, Nouméa

prononcer sur la sortie de l'accord qui doit nous émanciper définitivement de cette période coloniale.

Dans mon discours d'ouverture du dernier congrès, le lendemain de cette consultation référendaire avait été évoqué sur l'issue de cet accord qui ne peut qu'être l'émancipation et elle viendra d'une façon ou d'une autre. Les mentalités ont évolué en si peu de temps, de nouvelles propositions arrivent car tous comprennent l'enjeu de cette consultation.

En novembre prochain, le peuple Kanak a rendez-vous avec son histoire, le peuple calédonien doit se prononcer sur sa volonté de faire ce pays avec nous.

Alors que nous cheminons sereinement vers la sortie de l'accord de Nouméa, quelques points importants restent encore en suspens et doivent être réglés. La **restitution de l'identité Kanak** y est inscrite dans le préambule de l'accord. Elle « **équivaldra à notre souveraineté préalable à la fondation d'une nouvelle souveraineté partagée dans un destin commun** ». Avec la mise en conformité des listes électorales et la restitution de cette identité, l'Etat doit finir de remplir ses obligations et nous attendons ce geste fort de sa part.

De notre côté nous tiendrons nos engagements et nous serons à la hauteur pour refonder cette nouvelle société à laquelle aspire **le peuple calédonien**, notion qui ressort de l'esprit de l'accord, rappelé par le Premier ministre Edouard PHILIPPE en décembre dernier.

Cette restitution de notre identité est bien la **clé de voute** de la réussite de la sortie de l'Accord. Nous saurons montrer la grandeur des traditions océaniques d'accueil. Les populations vivant dans notre pays devront faire confiance au peuple premier et faire confiance à notre culture séculaire et ce culte océanien de l'accueil auxquels nous ne pouvons jamais faillir. C'est le pari de notre souveraineté, de la confiance mutuelle, de la responsabilité des hommes et de la reconnaissance mutuelle.

Au lendemain de cet acte symbolique, nous engagerons un long processus coutumier à l'égard de toutes les familles aspirant à vivre dans notre pays et y compris pour l'Etat Français que nous ne rejetons pas.

L'ouverture faite par le grand chef de Gaïca, **Puiono ZEOULA** dans son discours d'accueil à Lifou du **Premier Ministre** de la France, nous engage à la réflexion :



Je cite : « J'ose espérer que la France, dans une approche consensuelle et inédite, rétrocède la souveraineté du pays aux grandes chefferies kanaks, c'est ce geste fort qui va garantir une paix durable. Il est temps maintenant de considérer les représentants authentiques du peuple kanak. Le temps est venu pour nous, État, partis politiques locaux et Coutumiers, de construire ensemble une autre voie de discussion pour une base solide d'un pays à partager » Fin de citation

L'État doit marquer symboliquement et concrètement son désengagement de ce passé colonial encombrant, qui doit être éradiqué comme le préconise la résolution de l'ONU n° 65/119 du 10 décembre 2010, déclarant la troisième décennie de l'élimination du colonialisme (2011-2020) qui doit être définitive et complète.

Tel est le sens profond de l'Accord de Nouméa, c'est la finalité et la responsabilité suprême et je pèse mes mots, du peuple premier d'être le garant de la refondation d'un lien social durable avec toutes les communautés. Nous devons absolument le faire avant le référendum.

Le bilan de l'accord, c'est l'application jusqu'au bout de l'accord et rien que l'accord. **Si la souveraineté du peuple Kanak n'est pas restituée en temps, que signifierait le résultat de la consultation référendaire ?**

La sortie institutionnelle nous mobilisera tous car notre calendrier est chargé, les principaux rendez-vous sont :

1. En janvier nous avons déjà reçu la commission des lois du sénat pour la modification de la loi organique concernant le corps électoral de sortie.
2. En février, nous recevrons la mission parlementaire d'informations présidée par Manuel VALLS. Son but est de s'informer sur «*des sujets sensibles ou des thèmes d'actualité intéressant tous les groupes politiques*». Dans ce cas précis, l'objectif de la mission est «*d'informer de la situation locale*», de «*favoriser le dialogue*» et de «*préparer le premier référendum de 2018*».
3. Le Groupe des 10 qui se réunira 4 fois entre le 19 janvier et le 23 février discutera et préparera le comité des signataires de Mars sur les thèmes suivants :



- Bilan de l'accord de Nouméa ;
 - Compétences transférées ou à transférer ;
 - Place de la Nouvelle Calédonie dans le monde ;
 - Le socle des valeurs communes et les projets de sociétés.
4. Dans la première quinzaine de mars, se tiendra le Comité des signataires où nous débattons des 4 thèmes évoqués ci-dessus, mais aussi de la question référendaire et de la date de la consultation.
 5. En fin avril, sera pris le décret concernant l'organisation de la campagne et de la consultation référendaire. La modification de la loi organique sera proposée au parlement de la république.
 6. En Mai, le Président MACRON viendra en Nouvelle Calédonie et nous attendons beaucoup de cette venue dans notre pays.
 7. En Août nous réviserons définitivement les listes électorales avec l'objectif de la tenue d'un scrutin sincère et incontestable.
 8. En Novembre se tiendra la consultation référendaire, nous n'avons ni la question, ni la date. La position de l'Union Calédonienne sera de s'en tenir strictement à l'accord pour ce processus de sortie.

Durant cette année de sortie, nous attendons donc la concrétisation de l'ensemble des transferts prévus dans l'accord, y compris celui de l'article 27 qui n'est pas négociable. Pour être conforme à l'accord, il devra être réalisé avant le référendum, car il est précisé très clairement que la question de sortie portera sur la réalisation de 3 agrégats de la souveraineté :

- le transfert à la Nouvelle-Calédonie des compétences régaliennes ;
- l'accès à un statut international de pleine responsabilité ;
- l'organisation de la citoyenneté en nationalité.

La question porte bien sur le transfert des compétences régaliennes ce qui implique que toutes les autres compétences prévues par l'accord soient auparavant réalisées, y compris celles de l'article 27 et de l'ADRAF.

Dans le cadre de la sortie institutionnelle, l'Union Calédonienne, fidèle à elle-même, s'inscrit résolument, dans la philosophie de l'action.

Et quand on regarde la courbe historique de progrès qui a mené notre pays où nous sommes aujourd'hui, nous pouvons constater avec fierté que notre mouvement a été présent et a joué un rôle moteur à chacun de ces rendez-vous.

Cette consultation référendaire est l'étape la plus ultime de notre combat dans la période de pré-souveraineté. Aucun argument ne pourra justifier qu'on puisse remettre à plus tard ce grand rendez-vous de notre histoire.

Aucune action ne pourra jamais justifier que l'on puisse pousser à l'échec cette responsabilité historique. Et parce que nous sommes des hommes et des femmes d'action, le seul terrain de prédilection pour nous c'est le jour d'après où on aura besoin de tout le peuple calédonien pour placer un à un les éléments de notre souveraineté.

Inscrire la souveraineté pleine et entière demeure un objectif à atteindre que l'on soit en dedans ou en dehors de l'accord de Nouméa.

En février de cette année, nous devons nous retrouver avec les autres groupes de pression du FLNKS qui doit porter politiquement la sortie institutionnelle. Nous attendons beaucoup de ce congrès capital et stratégique du FLNKS des 3 et 4 février prochains avec pour objectif d'unir nos forces, notre unité de terrain et de communication.

Dans ce cadre nous devons interpeller nos militants sur la nécessité de nommer un Président à la tête du FLNKS, d'ouvrir cet outil de décolonisation à d'autres groupes de pressions car seule l'unité du camp nationaliste prévaut.

Toujours dans ce cadre, je vous invite à réfléchir et à prendre position sur le degré de sortie ciblé car nous n'avons pas la même vision que nos partenaires du FLNKS. Je vous rappelle mes propos lors du congrès extraordinaire de 2015 à Nimbayes, **que l'enjeu de la sortie, n'est pas une souveraineté pleine et entière, c'est la souveraineté tout court quel qu'en soit le degré.**

Je vous souhaite donc un excellent et fructueux travail, de bonnes réflexions et que nous sortions avec des décisions stratégiques pour notre mouvement.

Je déclare ouvert ce comité directeur.

Holé

p.

5

Daniel GOA.

p.



Deux couleurs, un seul peuple

Union Calédonienne • Tél : 27.25.99 • Fax : 27.62.57 • B.P. 3888, Nouméa

6